

OPINION DISSIDENTE DE M. RANJEVA

1. La présente demande de mesures conservatoires est, à bien des égards, un cas sans précédent dans la jurisprudence internationale. Alors que la Cour ne peut pas rejeter la demande (I), elle ne peut statuer en raison du changement fondamental des circonstances à la suite de l'adoption de la résolution 748 (1992) du Conseil de sécurité (II), sans pour autant renoncer en principe à l'exercice *proprio motu* des attributions de l'article 41 du Statut (III).

I. LA COMPÉTENCE DE LA COUR POUR PRESCRIRE DES MESURES CONSERVATOIRES

2. Sur la base du droit international général, confirmé par la convention de Montréal, le demandeur bénéficie du droit d'option qu'exprime l'adage traditionnel : *aut dedere aut judicare*; ce droit est opposable *erga omnes* et crée l'obligation de mener effectivement à terme, dans des conditions régulières, une procédure relative à l'établissement de la responsabilité pénale dans l'attentat de Lockerbie. Le défendeur a cependant contesté ce droit du demandeur en le qualifiant d'« illusoire ».

3. A l'analyse, la thèse du défendeur paraît contestable dans la mesure où elle commet une confusion. En effet, ou bien le défendeur met en cause l'efficacité des dispositions de la convention relatives à l'extradition, ou bien il conteste le droit du demandeur d'exercer effectivement sa compétence en la matière. Dans la première hypothèse, il s'agit d'un résultat déplorable qui n'atténue en aucune façon la nature obligatoire des prescriptions de la convention qui s'imposent à toutes les parties liées par ledit instrument. Dans la seconde hypothèse, c'est une méconnaissance des « principes généraux de droit reconnus par les nations civilisées », principes fondés sur l'égalité des Etats et leur égale aptitude à assurer l'exécution des obligations de droit international.

4. Ainsi la Cour n'est saisie que de la question de l'obligation du demandeur d'effectuer l'extradition de deux de ses ressortissants soupçonnés, aux termes des enquêtes préliminaires, d'être les auteurs de l'attentat de Lockerbie. Aucune requête en responsabilité internationale pour acte de terrorisme n'a été introduite. Aussi est-ce à juste titre que la juridiction de céans a limité l'objet de son acte à la seule question du droit du demandeur de s'opposer, par la voie judiciaire, à une éventuelle obligation d'extrader ses ressortissants, sujets sur lesquels elle entend exercer son droit de juger, au titre du droit international et de la convention de Montréal.

5. La jurisprudence de la Cour, rappelée dans l'affaire du *Passage par le Grand-Belt* (C.I.J. Recueil 1991, p. 17, par. 22) justifiait, *in principio litis*, la prescription de mesures conservatoires. Dans les circonstances de

DISSENTING OPINION OF JUDGE RANJEVA

[Translation]

1. The present request for the indication of provisional measures is, in many respects, an unprecedented case in international adjudication. While the Court cannot reject the request (I), it cannot pass upon it owing to the fundamental change of circumstances following the adoption of Security Council resolution 748 (1992) (II), without for all that refraining, in principle, from the *proprio motu* exercise of its powers under Article 41 of the Statute (III).

I. THE COURT'S COMPETENCE TO ORDER PROVISIONAL MEASURES

2. On the basis of general international law, confirmed by the Montreal Convention, the Applicant enjoys the right to choose expressed in the traditional adage: *aut dedere aut judicare*; this right is opposable *erga omnes* and creates the obligation to effectively carry through, in normal conditions, proceedings for the establishment of criminal responsibility in the Lockerbie bombing. However, the Respondent has contested this right of the Applicant by characterizing it as "illusory".

3. On analysis, the Respondent's thesis appears to be contestable inasmuch as it is guilty of confusion. For either the Respondent is questioning the efficacy of the provisions of the Convention relating to extradition, or he is contesting the Applicant's right to effectively exercise his competence in this sphere. If the former is the case, the result would be deplorable; but this would in no way weaken the binding nature of the provisions of the Convention, being as they are binding on all the parties to the said instrument. If the latter is the case, we would be faced with a disregard for the "general principles of law recognized by civilized nations", principles founded upon the equality of States and their equal ability to ensure that obligations under international law are fulfilled.

4. Hence the Court is not seised solely of the question of the Applicant's obligation to extradite two of its nationals suspected, on completion of the preliminary enquiries, of being the authors of the Lockerbie bombing. No Application alleging international responsibility for an act of terrorism has been filed. This Court has therefore rightly limited the subject of its proceedings solely to the question of the Applicant's right to oppose, by judicial means, a possible obligation to extradite its nationals, whom it intends to prosecute, exercising its right thereto under international law and the Montreal Convention.

5. The case-law of the Court, referred to in the case concerning *Passage through the Great Belt* (I.C.J. Reports 1991, p. 17, para. 22), justified the indication of provisional measures *in principio litis*. In the particular cir-

l'affaire, le droit du demandeur, tant dans sa nature que dans son étendue, était menacé de disparition au cas où la demande contraire de la partie défenderesse serait mise à exécution. En effet, à l'opposé, les défendeurs tiennent du droit conventionnel de Montréal le pouvoir de juger les mêmes personnes suspectes. Cette collision de droits contraires, heurt dont le centre de gravité est constitué par une question de responsabilité pénale, est la cause non seulement d'un préjudice qui risque d'être irréparable mais surtout d'une aggravation du différend. Par référence aux termes de l'article 41 du Statut : la Cour a le pouvoir d'indiquer « [des] mesures conservatoires du droit de chacun », la juridiction se devait, avec le souci d'une bonne administration de la justice, de statuer, en tenant compte de l'égalité des droits des parties, du maintien de la paix et de la sécurité internationales pour faire respecter les obligations juridiques des différentes parties litigantes.

6. L'adoption de la recommandation, objet de la résolution 731 (1992) du Conseil de sécurité, ne prive pas le demandeur de son droit d'action devant la Cour pour solliciter des mesures conservatoires. A l'examen, les dispositifs de cette résolution s'analysent comme une interprétation que cet organe politique principal des Nations Unies donne de l'application des règles dans l'attentat de Lockerbie. La nature du Conseil de sécurité ne confère pas à ses actes recommandatoires les effets attachés en droit à la chose jugée. C'est au regard du droit international, dont font partie intégrante la Charte et le droit des Nations Unies, que doit être examinée la portée de la résolution 731 (1992) à l'égard de la demande tendant à obtenir l'indication de mesures conservatoires. Dans la présente affaire, le demandeur a eu recours à une voie de droit ouverte à tout Etat qui veut requérir de la Cour la protection légitime de l'exercice de son droit de juger. L'adage *una via electa* est inopérant pour régir deux droits d'action de nature différente : l'un devant la Cour et l'autre auprès du Conseil de sécurité. En matière judiciaire, prévaut, en cas de conflit, la voie judiciaire fondée en droit international.

7. Pour ces motifs, la Cour, selon mon opinion, était habilitée à prescrire des mesures conservatoires pour la protection des droits de toutes les Parties, droits menacés de disparition. L'obligation de coopération et d'entraide judiciaires, prescrite par la convention de Montréal, offrait à la Cour un cadre pertinent pour déterminer l'objet des mesures appropriées. Ainsi, la demande tendant à demander à la Cour de prescrire des mesures conservatoires nonobstant la résolution 731 (1992) du Conseil de sécurité était fondée.

II. LE CHANGEMENT FONDAMENTAL DES CIRCONSTANCES JURIDIQUES

8. L'adoption de la décision de sanctions, objet de la résolution 748 (1992) du Conseil de sécurité, est une donnée dont les effets, au titre des articles 103 et 25 de la Charte des Nations Unies, ne pouvaient être ignorés par la Cour. L'absence d'action ou d'exception, afférente à cette décision

cumstances of the case, with respect to both its scope and its nature, the Applicant's right would have been under threat of disappearance had the contrary claim of the Respondent been acted upon. Here, on the contrary, under the Montreal Convention, the Respondents possess the power to prosecute the above-mentioned suspects. This collision of opposing rights, a clash centred upon a question of criminal responsibility, is the cause not only of what may well be irreparable prejudice, but above all of an aggravation of the dispute. Under Article 41 of the Statute, the Court has the power to indicate "provisional measures . . . to preserve the respective rights of either party". Hence it was for the Court, in the interests of the good administration of justice, to decide, bearing in mind the equality of rights of the Parties and the maintenance of international peace and security, to ensure that the legal obligations of the various Parties were respected.

6. The adoption of the recommendation which is the subject of Security Council resolution 731 (1992) does not deprive the Applicant of its right to institute proceedings before the Court to request the indication of provisional measures. On examination, the operative parts of this resolution prove to be an interpretation that this principal political organ of the United Nations gives of the application of the rules in the Lockerbie bombing. The nature of the Security Council does not confer upon its recommendatory acts the legal effects of *res judicata*. It is from the standpoint of international law, of which the Charter and the law of the United Nations form an integral part, that the scope of resolution 731 (1992) must be considered with respect to the request for the indication of provisional measures. In the present case, the Applicant has used a remedy open to every State wishing to request of the Court the legitimate protection of its right to pass judgment. The adage *una via electa* does not apply when it comes to governing two rights of action which are different in nature, namely, one before the Court and the other in the Security Council. In the judicial field, it is the judicial course, based upon international law, which prevails in case of conflict.

7. For these reasons, the Court was in my view empowered to indicate provisional measures for the protection of the rights of all the Parties, rights which were under threat of disappearance. The duty to co-operate and afford legal assistance laid down by the Montreal Convention provided the Court with a suitable framework for determining the object of the appropriate measures. Hence, the request for the Court to indicate provisional measures was well founded, Security Council resolution 731 (1992) notwithstanding.

II. THE FUNDAMENTAL CHANGE IN THE LEGAL CIRCUMSTANCES

8. The adoption of the decision to impose sanctions, which are the subject of Security Council resolution 748 (1992), is a given whose effects, under Articles 103 and 25 of the United Nations Charter, could not be ignored by the Court. The absence of action or objection, with respect to

d'un des principaux organes politiques de l'Organisation des Nations Unies, n'empêchait pas la Cour de constater que le premier paragraphe de la résolution privait de tout effet les mesures conservatoires que la juridiction aurait ordonnées à l'adresse de toutes les Parties au litige. Le changement fondamental des circonstances de droit, intervenu postérieurement au dépôt de la requête, sans modification des circonstances de fait de l'affaire, empêchait la Cour, organe judiciaire principal, d'assurer, avec la plénitude de ses attributions, l'exercice de sa fonction judiciaire pour trancher le différend entre les Parties.

III. L'INDICATION *PROPRIO MOTU* DE MESURES CONSERVATOIRES EN GÉNÉRAL

9. L'adoption de la résolution 748 (1992) ne permet plus certes à la Cour d'indiquer des mesures conservatoires sur la base des conclusions de la demande; néanmoins au titre des articles 41 du Statut et 75 du Règlement relatifs au pouvoir de statuer *proprio motu* des mesures conservatoires étaient concevables. L'évolution de la jurisprudence relative à la référence aux dispositions sus-rappelées est liée au rapport entre les termes du binôme: droit des parties/compétence de la Cour. Avant 1972, la priorité était reconnue aux questions de compétence, aussi la Cour fit-elle montre d'une interprétation très restrictive de ses attributions. Mais depuis l'affaire de la *Compétence en matière de pêcheries (République fédérale d'Allemagne c. Islande), mesures conservatoires, ordonnance du 17 août 1972*, les termes du problème ont évolué, je cite:

«la Cour n'a pas besoin, avant d'indiquer ces mesures, de s'assurer de manière concluante de sa compétence quant au fond de l'affaire ... elle ne doit ... pas appliquer l'article 41 du Statut lorsque son incompétence est manifeste.» (*C.I.J. Recueil 1972*, p. 33, par. 16.)

La limitation de l'examen de la compétence à sa dimension *prima facie* au stade des demandes de mesures conservatoires a amené la Cour à accorder plus de considération aux circonstances de l'affaire. L'ordonnance du 10 janvier 1986 dans le *Différend frontalier (Burkina Faso/République du Mali), mesures conservatoires*, consacre ainsi l'évolution d'une pratique de la Cour décrite dans les termes suivants:

«Considérant que, indépendamment des demandes présentées par les Parties en indication de mesures conservatoires, la Cour ou, par conséquent, la Chambre dispose en vertu de l'article 41 du Statut du pouvoir d'indiquer des mesures conservatoires en vue d'empêcher l'aggravation ou l'extension du différend quand elle estime que les circonstances l'exigent» (*C.I.J. Recueil 1986*, p. 9, par. 18).

Cette méthode d'analyse en termes globaux des circonstances a été énon-

this decision by one of the principal political organs of the United Nations, did not prevent the Court from noting that the first paragraph of the resolution deprived of all effect the provisional measures that the Court might have ordered with respect to all Parties to the dispute. The fundamental change in the legal circumstances since the filing of the Application, without there being any change in the factual circumstances of the case, prevented the Court, the principal judicial organ, from exercising its legal function to settle the dispute between the Parties to the full extent of its powers.

III. THE *PROPRIO MOTU* INDICATION OF PROVISIONAL MEASURES IN GENERAL

9. Although there is no doubt that the adoption of resolution 748 (1992) means that the Court can no longer indicate provisional measures on the basis of the submissions in the request, provisional measures were a possibility under Articles 41 of the Statute and 75 of the Rules concerning the power to indicate *proprio motu* provisional measures. The development of the case-law concerning reference to the above-mentioned provisions is bound up with the relationship between the two terms in the duality: right of the Parties/jurisdiction of the Court. Prior to 1972, priority was granted to questions of jurisdiction, so that the Court interpreted its powers very restrictively. But since the Order of 17 August 1972 for provisional measures the Court made in the *Fisheries Jurisdiction (Federal Republic of Germany v. Iceland)* case, the terms of the problem have altered. I quote from that Order:

“the Court need not, before indicating them [provisional measures], finally satisfy itself that it has jurisdiction on the merits of the case . . . it ought not to act under Article 41 of the Statute if the absence of jurisdiction . . . is manifest.” (*I.C.J. Reports 1972*, p. 33, para. 16.)

Limiting consideration of the question of jurisdiction to its *prima facie* aspect at the stage of requests for provisional measures has led the Court to pay greater attention to the circumstances of the case. The Order of 10 January 1986 for provisional measures in the *Frontier Dispute (Burkina Faso/Republic of Mali)* case thus formally marks the development of a practice of the Court described in the following terms:

“Considering that, independently of the requests submitted by the Parties for the indication of provisional measures, the Court or, accordingly, the chamber possesses by virtue of Article 41 of the Statute the power to indicate provisional measures with a view to preventing the aggravation or extension of the dispute whenever it considers that circumstances so require” (*I.C.J. Reports 1986*, p. 9, para. 18).

This method of analysis embracing the totality of the circumstances was

cée dans l'affaire des *Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. Etats-Unis d'Amérique)*, mesures conservatoires, ordonnance du 10 mai 1984 :

« Considérant qu'en vertu de l'article 41 du Statut la Cour ne peut indiquer de mesures conservatoires que si elle estime que les circonstances l'exigent pour sauvegarder les droits de chacune des Parties » (C.I.J. Recueil 1984, p. 180, par. 27).

Car

« Considérant que la Cour dispose de nombreuses informations sur les faits de la présente espèce, y compris des déclarations officielles des autorités des Etats-Unis ; que la Cour, dans le contexte de la présente procédure, doit, conformément à l'article 41 du Statut, examiner si les circonstances portées à son attention exigent l'indication de mesures conservatoires, mais n'est pas habilitée à conclure définitivement sur les faits, et que sa décision doit laisser intact le droit du défendeur de contester les faits allégués et de faire valoir ses moyens sur le fond » (*ibid.*, p. 182, par. 31).

La Cour conclut ainsi :

« Considérant que, vu les divers points mentionnés plus haut, la Cour conclut que les circonstances exigent qu'elle indique des mesures conservatoires, ainsi qu'il est prévu à l'article 41 du Statut, en vue de sauvegarder les droits invoqués (voir *Compétence en matière de pêcheries (Royaume-Uni c. Islande)*, mesures conservatoires, ordonnance du 17 août 1972, C.I.J. Recueil 1972, p. 17-18 ; *Compétence en matière de pêcheries (République fédérale d'Allemagne c. Islande)*, mesures conservatoires, ordonnance du 17 août 1972, *ibid.*, p. 35-36) » (*ibid.*, p. 186, par. 39).

Aussi est-on amené à se demander si dorénavant les appels que la Cour adresse aux Parties ne peuvent être lancés que dans le cadre de dispositions connexes à des mesures conservatoires indiquées.

10. Cependant il est évident qu'une réponse négative s'impose à la lumière de la jurisprudence du *Passage par le Grand-Belt (Finlande c. Danemark)* :

« Considérant que, comme la Cour permanente de Justice internationale l'a fait observer et la présente Cour l'a réaffirmé,

« le règlement judiciaire des conflits internationaux, en vue duquel la Cour est instituée, n'est qu'un succédané au règlement direct et amiable de ces conflits entre les Parties ; que, dès lors, il appartient à la Cour de faciliter, dans toute la mesure compatible avec son Statut, pareil règlement direct et amiable... » (*Zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex, C.P.J.I. série A n° 22*, p. 13 ; voir aussi *Différend frontalier, C.I.J. Recueil 1986*, p. 577, par. 46) ;

enunciated in the Order for provisional measures made on 10 May 1984 in the case concerning *Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua (Nicaragua v. United States of America)* as follows:

“Whereas by the terms of Article 41 of the Statute the Court may indicate provisional measures only when it considers that circumstances so require to preserve the rights of either party” (*I.C.J. Reports 1984*, p. 180, para. 27).

Since

“Whereas the Court has available to it considerable information concerning the facts of the present case, including official statements of United States authorities; whereas, the Court, in the context of the present proceedings on a request for provisional measures, has in accordance with Article 41 of the Statute to consider the circumstances drawn to its attention as requiring the indication of provisional measures, but cannot make definitive findings of fact, and the right of the respondent State to dispute the facts alleged and to submit arguments in respect of the merits must remain unaffected by the Court’s decision” (*ibid.*, p. 182, para. 31).

The Court concluded as follows:

“Whereas in the light of the several considerations set out above, the Court finds that the circumstances require it to indicate provisional measures, as provided by Article 41 of the Statute of the Court, in order to preserve the rights claimed (see *Fisheries Jurisdiction (United Kingdom v. Iceland)*, *Interim Protection, Order of 17 August 1972*, *I.C.J. Reports 1972*, pp. 17-18; *Fisheries Jurisdiction (Federal Republic of Germany v. Iceland)*, *Interim Protection, Order of 17 August 1972*, *ibid.*, pp. 35-36)” (*ibid.*, p. 186, para. 39).

One is therefore inclined to wonder whether the appeals that the Court addresses to the Parties henceforward can only be made in the context of measures related to provisional measures which have been indicated.

10. However, in the light of the relevant holding in the *Passage through the Great Belt (Finland v. Denmark)* case, it is clear that the reply must be negative:

“Whereas, as the Permanent Court of International Justice observed, and the present Court has reiterated,

‘the judicial settlement of international disputes, with a view to which the Court has been established, is simply an alternative to the direct and friendly settlement of such disputes between the Parties; as consequently it is for the Court to facilitate, so far as is compatible with its Statute, such direct and friendly settlement . . .’ (*Free Zones of Upper Savoy and the District of Gex, P.C.I.J., Series A, No. 22*, p. 13; see also *Frontier Dispute, I.C.J. Reports 1986*, p. 577, para. 46);

que, en attendant une décision de la Cour sur le fond, toute négociation entre les Parties en vue de parvenir à un règlement direct et amiable serait la bienvenue» (*C.I.J. Recueil 1991*, p. 20, par. 35).

En effet, par l'ordonnance du 29 juillet 1991, la Cour, tout en refusant les mesures conservatoires, a adressé aux parties une invitation à négocier. L'appel de la Cour aux parties peut faire l'objet de critiques tirées directement d'une analyse stricte de la notion de fonction judiciaire, mais l'exercice de la fonction judiciaire ne relève-t-il pas, de façon dynamique, d'une obligation fondamentale plus large :

« Article 1

Les buts des Nations Unies sont les suivants :

1. Maintenir la paix et la sécurité internationales et à cette fin : prendre des mesures collectives efficaces en vue de prévenir et d'écarter les menaces à la paix et de réprimer tout acte d'agression ou autre rupture de la paix, et réaliser, par des moyens pacifiques, conformément aux principes de la justice et du droit international, l'ajustement ou le règlement de différends ou de situations, de caractère international, susceptibles de mener à une rupture de la paix.»
(Article 1 de la Charte des Nations Unies.)

A la lumière de ces observations s'expliquent les préoccupations de la Cour pour que le différend ne s'aggrave pas ni ne dégénère en conflit. Dans les deux affaires rappelées, les circonstances de fait étaient constituées par des actions armées. Ainsi *proprio motu*, la Cour a statué non seulement sur l'opportunité d'un appel qu'elle a lancé mais encore sur les formes extrajudiciaires, que pourrait emprunter la voie vers le règlement du différend.

11. Dans le cadre de la présente affaire, les circonstances étaient beaucoup plus préoccupantes, en raison de la référence directe au chapitre VII de la Charte. La question de l'avis du Conseil de sécurité ne se limitait plus à un différend entre les Parties en litige mais intéressait la sécurité collective de tous les Etats et de tous les peuples. Cette nouvelle dimension, à mon avis, ne permettait pas à la Cour d'ignorer l'objet même des procédures de règlement des différends et de se limiter à une approche passive de sa fonction judiciaire. Il appartient dès lors à l'ordonnance de relever la qualification effectuée par le Conseil de sécurité et de rappeler, même dans le cadre de la résolution 748 (1992), des obligations générales de comportement tendant à limiter l'aggravation du litige.

12. Pour ces raisons, selon mon opinion, la Cour devait d'une part se prononcer sur les mérites de la requête dont l'objet a disparu du fait des effets de la résolution 748 (1992) et, d'autre part, constater l'impossibilité pour elle de statuer du fait de l'intervention de circonstances extérieures au différend et postérieures à l'introduction de la requête tout en appelant les Parties à éviter toute escalade. Cette solution inconfortable, néanmoins conforme à la description de l'évolution du règlement de la procédure, me paraît utile. En effet, par-delà le litige actuel opposant les Parties,

whereas, pending a decision of the Court on the merits, any negotiation between the Parties with a view to achieving a direct and friendly settlement is to be welcomed” (*I.C.J. Reports 1991*, p. 20, para. 35).

Indeed, by the Order of 29 July 1991, while rejecting provisional measures, the Court invited the parties to negotiate. The Court’s appeal to the parties may be subject to criticisms stemming directly from a strict analysis of the concept of judicial function, but the exercise of the judicial function is surely a dynamic part of a wider fundamental obligation, as the following quotation indicates :

“*Article 1*

The Purposes of the United Nations are :

1. To maintain international peace and security, and to that end : to take effective collective measures for the prevention and removal of threats to the peace, and for the suppression of acts of aggression or other breaches of the peace, and to bring about by peaceful means, and in conformity with the principles of justice and international law, adjustment or settlement of international disputes or situations which might lead to a breach of the peace.” (Article 1 of the Charter of the United Nations.)

In the light of these observations, the reasons for the Court’s concern to ensure that the dispute does not become aggravated or degenerate into conflict become clear. In the two cases referred to, it was armed actions which constituted the factual circumstances. Hence, *proprio motu*, the Court pronounced not only on the wisdom of an appeal it in fact made but also on the extrajudicial forms that the settlement of the dispute might take.

11. In the context of the present case, the circumstances were a source of much greater concern, owing to the direct reference to Chapter VII of the Charter. The question of the opinion of the Security Council was no longer limited to a dispute between the Parties in contention, but concerned the collective security of all States and all peoples. In my view, this new dimension did not permit the Court to ignore the very object of the proceedings to settle the disputes and limit itself to a passive approach to its judicial function. It follows that the Order should refer to the characterization made by the Security Council and draw attention, even in the context of resolution 748 (1992), to general obligations with respect to conduct that tend to limit the aggravation of the dispute.

12. For these reasons, in my opinion, the Court should have pronounced on the merits of the request, the object of which has disappeared owing to the effects of resolution 748 (1992), and should also have acknowledged its inability to rule owing to supervening circumstances external to the dispute and subsequent to the filing of the Application, at the same time calling on the Parties to avoid all escalation. This solution, which although uncomfortable nevertheless accords with the description of the development of the proceedings, seems to me a useful one. For over

le différend implique le droit de tous les Etats parties à la convention de Montréal et impliqués dans la répression et la prévention du terrorisme commis contre les aéronefs et la sécurité des appareils assurant la navigation aérienne. Par ailleurs, les nouvelles données dans les relations internationales requièrent une meilleure clarification du droit des Nations Unies en ce qui concerne d'une part la répartition entre les matières des chapitres VI et VII de la Charte, ainsi que l'ont indiqué les travaux de la Sixième Commission de l'Assemblée générale (quarante-cinquième session) et d'autre part la requalification des situations au regard des dispositions pertinentes de ladite Charte. En effet, comme l'a dit la Cour :

« le caractère politique d'un organe ne peut le soustraire à l'observation des dispositions conventionnelles qui le régissent, lorsque celles-ci constituent des limites à son pouvoir ou des critères de son jugement » (*Conditions de l'admission d'un Etat comme Membre des Nations Unies (article 4 de la Charte), avis consultatif, 1948, C.I.J. Recueil 1947-1948, p. 64*).

(Signé) Raymond RANJEVA.

and above the present dispute between the Parties, what is at issue here is the right of all States parties to the Montreal Convention and concerned with the suppression and prevention of terrorism against aircraft and the safety of air travel. Also, the new elements in international relations call for greater clarification of United Nations law on the one hand as regards the line of demarcation between the fields respectively covered by Chapters VI and VII of the Charter, as indicated by the work of the General Assembly's Sixth Committee (forty-fifth session) and, on the other hand, a new characterization of situations from the standpoint of the relevant provisions of the Charter. Indeed, as the Court has observed:

“The political character of an organ cannot release it from the observance of the treaty provisions established by the Charter when they constitute limitations on its powers or criteria for its judgment.” (*Conditions of Admission of a State to Membership in the United Nations (Article 4 of Charter)*, *Advisory Opinion, 1948, I.C.J. Reports 1947-1948*, p. 64.)

(Signed) Raymond RANJEVA.
